

MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE PUBLIC/PRIVÉ

En grève et dans la rue le 8 octobre

SUD éducation appelle les personnels à faire grève dans le cadre de la journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel des organisations CGT, Solidaires, FSU, UNEF et UNL.

Dans l'éducation, les raisons de se mobiliser ne manquent pas !

La politique éducative du ministère est symptomatique des politiques libérales du gouvernement. En aggravant les inégalités, la réforme du collège est dans la continuité de la réforme des rythmes scolaires, catastrophique pour les enseignant-e-s et pour les élèves. En organisant « l'autonomie » des établissements (en réalité celle des chefs d'établissement), elle généralise la concurrence par le même processus que les universités et les lycées ont subi ces dernières années. Cette réforme est directement liée à la modification statutaire du second degré (aggravation de la charge de travail, division des personnels, multiplication des pouvoirs hiérarchiques...) et aux attaques générales contre les statuts. Elle organise la pénurie et s'inscrit ainsi dans le cadre général de la politique d'austérité du gouvernement et de l'UE.

Pour gagner, il faut étendre la mobilisation, en commençant par organiser partout le refus collectif, par la grève, des formations sur le nouveau collège.

Ce qui sera déterminant, ce sera notre capacité à nous rassembler pour lutter tou-te-s ensemble et revendiquer les moyens qui sont un préalable à toute amélioration du service public d'éducation, il faut donc combattre l'austérité.

À partir de revendications unifiantes (réduction du nombre d'élèves par classe, baisse du temps de travail, augmentation des salaires, abrogation des contre-réformes réforme collège 2016, rythmes scolaires, réforme des statuts...), construisons dans l'unité un mouvement d'ensemble affrontant le gouvernement contre l'austérité, pour des alternatives sociales et émancipatrices !



Alors que nos salaires sont gelés dans le public comme dans le privé, en 2014, les rémunérations des dirigeant-e-s du CAC 40 ont progressé de 10%, grâce à la hausse des attributions d'actions et d'options. Leurs rémunérations globales, toutes rémunérations confondues (hors jetons de présence et avantages en nature), atteignent le chiffre vertigineux de 153 millions d'euros, en hausse de 10,1% par rapport à 2013. 16 patron-ne-s du CAC 40 ont perçu plus de 4 millions d'euros en 2014, dont celui du constructeur automobile Renault, Carlos Ghosn, qui a enregistré une hausse de 174% de ses rémunérations portées à 7,161 millions.

De l'argent il y en a ! Le 8 octobre, nous serons en grève et nous manifesterons pour nos légitimes revendications :

- **Augmentation des salaires, des minimas sociaux et des pensions !**
- **Créations de postes à la hauteur des besoins et attribution des moyens nécessaires au service public !**
- **Égalité réelle entre les femmes et les hommes, maintenant !**
- **Défense de la protection sociale !**
- **Amélioration des conditions de travail !**